



# Informations Fédérales

aux militant(e)s.

Numéro 4 – 18 septembre 2003

## COMMUNIQUE DES FEDERATIONS SYNDICALES DES CHEMINOTS CGT – CFDT – FO – CFTC – SUD RAIL – UNSA – FGAAC

Le 24 Septembre 2003

### « Mobilisation contre le PLAN STARTER et pour d'autres choix de développement de la SNCF »

C'est ce que viennent de signifier les organisations syndicales des cheminots **CGT – CFDT – FO – CFTC – SUD RAIL – UNSA – FGAAC** au Président Gallois lors de la réunion du Comité Central d'Entreprise de la SNCF.

Après le budget 2003, déjà en rupture par rapport à ceux des années précédentes, cette révision budgétaire se voit opposer un refus unanime sur les mesures d'économies proposées :

- ✗ Réduction de 2007 emplois auxquels s'ajoutent les 2273 précédents (re-prévision 2002 et budget 2003), essentiellement dans les secteurs de la production ;
- ✗ Toujours pas d'ouverture de négociations salariales ;
- ✗ Des gels, des reports de formations et des réorganisations sont projetés ;
- ✗ Repli du Fret sur les trafics les plus rentables ;
- ✗ Réduction, voire suppression, des dessertes Corail ;
- ✗ Recomposition de plans de transport TER...

Cette stratégie marque un retour à une politique passée guidée par une logique financière pour atteindre l'équilibre des comptes en 2005. Politique qui avait amené l'entreprise sur le déclin.

Les organisations syndicales contestent ce plan de rigueur qui ne trouverait son origine et ses causes que dans le mouvement social du printemps alors que la fragilité économique de la SNCF réside essentiellement sur des contraintes liées à la dette du système ferroviaire, au manque de moyens humains, matériels, financiers, à l'insuffisance des capacités d'infrastructures et au recul de la croissance. D'autre part, les augmentations des péages envisagées par le gouvernement viendront, à nouveau, aggraver les difficultés financières.

En révisant son budget, la SNCF cache ainsi ses propres difficultés de production, ses erreurs de prévision budgétaire et se met en position de faiblesse vis-à-vis des pouvoirs publics alors que l'Etat n'assume toujours pas ses responsabilités.

Dans un climat social détérioré, les fédérations n'ont pas manqué de dénoncer les sanctions lourdes prononcées à l'égard des cheminots grévistes et les retenues pour grève décidées de façon arbitraire. Les pertes financières liées à la grève estimées par la direction de manière très aléatoire à 250 millions d'Euros et que celle-ci souhaite, avec le plan « starter » réduire de 100 millions d'Euros sont à rapprocher des 380 millions d'Euros de frais financiers liés à la dette imputable aux pouvoirs publics que verse annuellement la SNCF aux banques.

Comme l'exigent les organisations syndicales, un désendettement s'avère urgent, nécessaire et indispensable.

D'ores et déjà, les Fédérations **CGT – CFDT – FO – CFTC – SUD RAIL – UNSA – FGAAC** appellent les cheminots à débattre, sur leurs lieux de travail, de cette situation. En se mobilisant localement ou régionalement, le 24 septembre 2003, jour du Conseil d'Administration de la SNCF, ils exprimeront leur opposition aux mauvais coups et leurs exigences pour d'autres choix. L'emploi, les salaires, le développement du service public SNCF sont plus que jamais au cœur des légitimes revendications des cheminots.

# Lettre ouverte à toutes celles et tous ceux qui se posent des questions sur le syndicalisme... (extraits)

... il est urgent d'engager un important débat avec tous les salarié(e)s sur le syndicalisme. Dans notre pays, il est morcelé, fragilisé et trop faible...

- **Uni(e)s pour l'essentiel sur le terrain et divisé(e)s au sommet** : dans nos établissements, dans nos équipes ou lorsque nous nous rencontrons, quelque soit le syndicat auquel nous avons choisi d'adhérer, sur l'essentiel il y a peu d'écart entre nous. Entre collègues de travail, ce qui nous divise est infime par rapport à ce qui nous rassemble. ***C'est donc en partant du terrain que devrait se reconstruire le syndicalisme.***
- **Des syndicats en décalage** : sans parler de la CFDT sur laquelle nous allons revenir, nous constatons un écart important entre les positions nationales des fédérations et les adhérent(e)s sur le terrain. SUD-rail n'échappe pas à ce risque et c'est un de nos soucis permanents que de veiller à ne pas laisser s'installer un tel décalage. En mai/juin, l'UNSA par exemple a appelé à une grève reconductible au niveau national, mais une grande partie de ses délégué(e)s a fait 24 heures (au mieux)... A l'inverse, la fédération CGT a tout fait pour empêcher la reconduction de la grève le 13 mai alors que la plupart de ses adhérent(e)s étaient pour la poursuite et chacun(e) voit bien aujourd'hui que ce fût un tournant décisif dans le conflit. Sans esprit polémique, chacun peut faire ce constat. ***Il nous paraît souhaitable d'engager une vraie réflexion sur une recomposition du syndicalisme avec des fédérations en phase avec la majorité de leurs adhérent(e)s.***

Au delà des discussions d'appareil à appareil, dans lesquelles les adhérent(e)s semblent parfois un peu oublié, il nous semble que **c'est au grand jour que doit se mener le débat** ...

... Des évolutions importantes sont en cours. A SUD-rail, nous ne voulons pas que ce soit de "grandes manœuvres" d'appareil à appareil, laissant de côté ... toutes celles et tous ceux au nom de qui cela est fait.

**Que les responsables nationaux de la CFDT "transport" et "cheminots" discutent de leur entrée à la CGT directement avec la confédération, pourquoi pas ... que l'UNSA fasse des "propositions d'accueil" aux futurs sortants de la CFDT pourquoi pas ... que SUD/SOLIDAIRES prenne sa place dans ce débat, oui, aussi. Mais ce qui compte, c'est la transparence.** C'est pourquoi les syndicats de la fédération SUD-rail ont décidé d'une adresse publique à toutes celles et tous ceux qui se posent des questions sur le syndicalisme.

## ***Que va devenir la CFDT cheminots ?***

**Une partie importante des délégué(e)s et adhérent(e)s de la CFDT nous disent aujourd'hui qu'ils ne vont pas rester dans la CFDT.** La Fédération générale des transports comme sa branche cheminot ont exprimé publiquement leur désaccord profond et on sait qu'il y a une rupture profonde avec la confédération CFDT qui va conduire à un départ de nombreux(ses) adhérent(e)s et militant(e)s.

**Ce que vont devenir les nombreux déçu(e)s de la CFDT nous concerne, et concerne d'une manière générale toutes celles et tout ceux qui s'interrogent sur l'avenir du syndicalisme. Si les départs de la CFDT se traduisent par un gonflement des non-syndiqué(e)s, c'est le syndicalisme qui va encore s'affaiblir, c'est le libéralisme qui va se renforcer !**

Même si sur certains dossiers, par le passé nous avons pris des positions différentes, pour l'essentiel, nos approches se rejoignent. Nous participons souvent ensemble à des mouvements sociaux (marches internationales contre le chômage, ATTAC, DAL, Forums Sociaux, campagnes contre la mondialisation capitaliste, etc.) et nous sommes sensibles aux mêmes luttes de société. **Surtout, le dernier mouvement pour la défense du système de retraites a montré que dans les luttes nous nous retrouvons côte à côte !**

## ***L'évolution de la CGT.***

... Des collectifs CGT s'interrogent sur l'évolution de leur organisation.

Marquée par son intégration de plus en plus poussée dans la Confédération Européenne des Syndicats, **la politique de la CGT s'éloigne de la pratique revendicative de beaucoup de ses militant(e)s.** Les similitudes avec la période du début du "recentrage" de la confédération CFDT sont grandes ...

**Le souci permanent, encore aujourd'hui, de privilégier l'alliance avec la confédération CFDT y compris en essayant de marginaliser les syndicats comme SUD, n'est pas une bonne chose pour les luttes sociales que nous avons à mener.**

## ***Et SUD-rail ?***

Nous ne nous situons pas en donneurs de leçon et ne prétendons pas être "toujours les meilleur(e)s".

Nous appelons aussi les adhérent(e)s de SUD-rail à s'exprimer dans leur syndicat, à participer encore plus à la vie de l'organisation syndicale. **Nos faiblesses sont réelles avec un nombre d'adhérent(e)s encore insuffisant, une implantation trop inégale selon les régions et filières.**

Nous avons des questions à nous poser rapidement sur les moyens à mettre en place pour un

renforcement de notre présence dans le secteur privé et une union avec les autres secteurs "transport" plus efficace.

Nous sommes parfois perçu comme des « *jusqu'au boutiste* » alors que **nous voulons simplement résister, ne pas reculer face à une direction et un gouvernement de plus en plus arrogants.**

**SUD-rail est prêt au dialogue avec tous ceux qui s'interrogent sur le syndicalisme et réfléchissent à une recomposition qui débouche sur un mouvement syndical plus fort car c'est de cela dont nous avons tous besoin.**

## ***Appel aux non syndiqué(e)s !***

La faiblesse du syndicalisme en France, c'est d'abord une faiblesse du nombre de syndiqué(e)s.

On nous parle souvent de la division du mouvement syndical comme cause de la faiblesse syndicale.

Comment en sortir sinon en participant aux syndicats qui existent pour faire en sorte qu'ils répondent mieux aux attentes des salarié(e)s ?

***Cette lettre ouverte, le journal fédéral, l'adresse spécifique aux collectifs CFDT et surtout notre pratique quotidienne, le débat avec tous, doivent permettre le renforcement de l'outil syndical nécessaire pour résister aux attaques du gouvernement et du patronat.***

## **Sanctions.**

Ce dossier fait l'objet d'un suivi fédéral depuis le mois de juin. Sur mandat du Conseil Fédéral, lors d'une réunion nationale le 17 septembre les syndicats ont notamment décidé :

1. La réalisation d'un tract fédéral.
2. Le lancement d'une campagne pour dénoncer la répression antisyndicale, à mener dans le cadre de SOLIDAIRES car le problème se pose (parfois encore plus vivement) ailleurs qu'à la SNCF.
3. Une nouvelle proposition de rencontre adressée aux autres fédérations.
4. Nouveau courrier à la direction pour demander la levée de toutes les sanctions liées à la grève, pétition nationale de soutien aux sanctionné(e)s seront proposés aux autres fédérations et réalisées avec celles qui le souhaiteront ... ou au nom de SUD-rail.
5. La fédération apportera une aide aux syndicats qui déposeront des dossiers juridiques à propos des sanctions et des décomptes de grèves.
6. Pour les suites juridiques aux niveaux des absences irrégulières : La fédération prend en charge ce dossier. Une procédure d'ordre pénal, avec un seul avocat et devant une même juridiction sera menée sur le thème de l'atteinte au droit de grève. L'ensemble des dossiers sur les absences irrégulières doit remonter rapidement à la fédération afin de voir avec l'avocat combien de dossiers nous pouvons déposer en même temps. Cela n'empêche pas le risque de se retrouver devant le conseil d'Etat et d'avoir une décision n'allant pas dans notre sens mais devant les nombreux cas un peu partout, les syndicats ne peuvent pas rester sans rien faire et laisser la direction imposer son interprétation de la loi.
7. Pour les suites juridiques aux niveaux de la discrimination syndicale : La fédération prend en charge ce dossier. Une procédure d'ordre pénal, avec un seul avocat et devant une même juridiction sera menée.

## A disposition des militant(e)s dans les syndicats SUD-rail depuis la précédente INFO FEDE :

- Les **circulaires fédérales** hebdomadaires (335 à 337),
- Les **circulaires des liaisons nationales** : Equipement.
- La note **internationale** n° 22.
- Le compte rendu du **Comité Central d'Entreprise** du 17 septembre.
- Les documents relatifs au **Conseil Fédéral** des 10 et 11 septembre.
- Un dossier sur la **recomposition syndicale**.
- Le compte rendu des **réunions nationales** (SUD-rail, SNCF, SOLIDAIRES, ...)

## Forum Social Européen.

Après Florence en 2002, la seconde édition se tiendra en région parisienne du 12 au 16 novembre.

### Avec d'autres syndicats de cheminots européens SUD-rail y animera un débat :

*Un autre système ferroviaire est possible : contre la libéralisation ferroviaire, pour une socialisation ferroviaire. Comment combattons-nous ensemble les directives européennes ?*

### L'union syndicale SOLIDAIRES co-animera aussi plusieurs débats :

- 1 - *Démocratie sociale, droit de grève et droit syndical, représentativité syndicale : quelles remises en cause, quelles batailles au niveau européen.*
- 2 - *Bilan des luttes sociales en Europe depuis le FSE*

*de Florence et comment coordonner davantage ces luttes sociales en Europe ?*

*3 - Quelles réponses au développement du chômage et quelle articulation des luttes entre salariés et chômeurs, organisations syndicales et associations de chômeurs ?*

*4 - Menaces technologiques majeures : quel contrôle social au plan européen ?*

Les syndicats SUD-rail centralisent les inscriptions.

Par ailleurs, pour accueillir, orienter, nourrir, etc. les dizaines de milliers de personnes attendues il y a besoin de bénévoles : d'une demi-journée à la semaine entière, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues !

## Fête de l'Huma.

Comme les autres années, nous avons reçu une invitation pour tenir un stand SUD-rail dans l'espace CCE à la fête de l'Huma. Pour la première fois, nous avons répondu positivement.

Pas de chance : deux jours après, le CCE nous indiquait que « cette année exceptionnellement les fédérations syndicales n'auraient pas de stand » ...

## Agenda SUD-rail.

L'agenda 2004 arrive dans les syndicats début octobre.

## Journal fédéral.

Le prochain journal fédéral sera disponible ... début octobre.

## Revue internationale.

Le numéro 11 de la revue internationale SUD-rail devrait sortir ... dans les premiers jours d'octobre !

## CNC : on ferme !

**Septième « plan social » à la CNC !** Cette fois, la charrette est très lourde : **250 départs, plus du tiers de l'effectif restant.** Bien sûr les quelques cheminot(e)s qui étaient encore dans cette filiale sont les premiers visé(e)s. Avec le syndicat SUD-rail CNC, la fédération est intervenue auprès de la direction générale SNCF pour exiger le reclassement au sein de l'entreprise de tout le personnel concerné, cheminot(e)s mais aussi salarié(e)s de droit privé.

## Nettoyage.

Le plan « Starter » touche aussi le personnel des entreprises sous traitantes. **Les patrons du nettoyage commencent à convoquer le personnel pour lui expliquer que, les marchés étant revus à la baisse, leur temps de travail – et leur paie – vont diminuer.** Mutations arbitraires et licenciements économiques sont envisagés.

